# Mali : Scan de conflit

**Juin, 2019**




## MON VOISIN, MON FRERE !

### PROMOUVOIR LA TRANSFORMATION PACIFIQUE DES CONFLITS DANS LE CERCLE DE BANKASS

**Contact:**

**Abdramane Traoré**
*Directeur des Programmes*
**Search for Common Ground – Mali**
Tel : +223 67 03 03 03
**Email : abtraore@sfcg.org**

**Martine Djoubmanga**
*Coordinatrice DM&E*
**Search for Common Ground – Mali**
Tel : +223 72 46 47 91
**Email : mdjoubmanga@sfcg.org**

# Table des matières

***Sigles et abréviations*** ***II***

***Liste des tableaux et graphiques*** ***III***

***Résumé exécutif*** ***IV***

***1. Le projet*** ***1***

***2. Les objectifs et finalités de l'étude*** ***2***

***3. La méthodologie de l'étude*** ***2***

**a. La zone de l'étude et populations cibles** **2**

**b. L'approche méthodologique** **2**

**c. Equipe de recherche et collecte de données** **3**

**d. Déroulement de la collecte de données** **3**

***4. Limite de l'étude*** ***4***

***5. Les résultats du Conflict Scan*** ***4***

**a. Le contexte sécuritaire dans le Cercle de Bankass** **4**

**b. Les manifestations des conflits intercommunautaires dans le cercle de Bankass** **5**

**c. Les causes des conflits intercommunautaires** **6**

i. Les causes profondes 6

ii. Les causes récentes 7

**d. Les acteurs des conflits** **8**

**e. Les effets des conflits intercommunautaires et ethniques** **11**

i. Au plan social 11

ii. Au plan économique 12

iii. Au plan sécuritaire 12

**f. Les opportunités de paix** **13**

i. Les acteurs et les mécanismes de cohésion et de réconciliation existants 13

ii. Les facteurs qui peuvent ralentir les conflits ou atténuer les tensions 13

***6. Analyse des risques et do no harm*** ***13***

***7. Conclusion*** ***14***

***8. Recommandations*** ***14***

***Annexes*** ***VI***

## Sigles et abréviations

| | |
|---|---|
| AQMI | Al Qaida au Magreb Islamique |
| CAFO : | Coordination des Organisations et Associations Féminines du Mali |
| CLR : | Comités Locaux de Réconciliation |
| CNV : | Communication Non-Violente |
| COFO : | Commission Foncière |
| DDR : | Programme national de Désarmement, Démobilisation et Réintégration |
| ERAR : | Equipes Régionales d'Appui à la Réconciliation |
| FDG : | Focus Group Discussion |
| FDS : | Force de Défense et de Sécurité |
| MINUSMA : | Mission Multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali |
| OCHA : | Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires de l'ONU |
| ONG : | Organisation Non Gouvernementale |
| ONU : | Organisation des Nations Unies |
| RECOTRAD : | Réseau des Communicateurs traditionnels |
| SEARCH: | Search For Common Ground |
| UNICEF : | Fonds des Nations Unies pour l'Enfance |

# Liste des tableaux et graphiques

***Graphiques et illustrations***

*Figure 1 : Communes de mise en œuvre du projet* _____ *1*
*Figure 2 : Répartition des % d'entretiens réalisés avec des personnes clés* _____ *3*

***Tableaux***

*Tableau 1 : Récapitulatif des causes des conflits entre les communautés Peulh et Dogon* _____ *8*
*Tableau 2 : Liste des acteurs et de leurs rôles dans les conflits intercommunautaires* _____ *10*
*Tableau 3 : Récapitulatif des effets des conflits entre Peulh et Dogon* _____ *12*

## Résumé exécutif

**Contexte**

L'étude du Conflict Scan s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre par Search For Common Ground (Search) Mali du projet de médiation d'urgence « Mon Voisin, Mon Frère » financé par le fonds fiduciaire de la Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA). Ce projet d'un an a pour objectif de « *réduire les tensions entre les communautés Peulh et Dogon, et renforcer la confiance et la collaboration intercommunautaires et avec les autorités à travers un projet de médiation d'urgence* » dans six communes du cercle de Bankass (Bankass, Baye, Diallassagou, Koulogo, Ouenkoro et Sokoura). Dans ce cadre, une étude a été réalisée afin d'analyser les dynamiques de conflits dans la zone d'intervention. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu cette étude de Conflict Scan qui s'est déroulée du 9 au 16 mai 2019 dans les communes cibles du projet.

**Méthodologie**

Afin d'identifier et de comprendre ces dynamiques de conflits, une méthodologie, combinant deux méthodes qualitatives ont été utilisées: l'entretien individuel et les Focus Group Discussions (FGD). A cet effet, 12 FGD constitués chacun d'au moins 08 personnes ont été réalisés avec les principaux groupes ethniques habitant les six communes : 4 FGD avec les communautés Dogon, 4 avec les communautés Peulhs et 4 autres avec les autres groupes ethniques (Bambara, Dafing, Songhaï, Bozos, Mossi), dont six FGD avec les femmes. 32 entretiens avec les acteurs clés (autorités administratives et locales, leaders communautaires forces de sécurité, professionnels de médias et membres de comités locaux) ont également été réalisées.

**Limite de l'étude**

La méthodologie développée a néanmoins présenté certaines limites. Du fait de la situation des conflits dans la zone, les entretiens de groupes n'ont pas été effectués dans toutes les communes cibles du projet. Ces lacunes d'informations, bien que moins importantes, peuvent limiter les résultats de l'étude pour la commune de Diallassagou.

**Les principaux résultats**

Les résultats de l'analyse des données montrent que le projet est mis en œuvre dans un contexte sécuritaire fortement dégradé, marqué par des attaques de véhicules, d'enlèvement et d'assassinats de personnes, des mines piégées, vols de bétail et d'incendies de greniers par des personnes armées. En plus des couvre-feux décrétés dans les zones, les forces armées maliennes et étrangères déployées dans la zone effectuent des patrouilles ponctuelles mais leur interventions sont jugées insuffisantes par les communautés.

Les conflits intercommunautaires dans le Cercle de Bankass se cristallisent autour des conflits entre les communautés Peulh et Dogon. Les autres conflits (liés à gestion des ressources naturelles et l'accès aux terres, les conflits sur la religion et les actions des groupes extrémistes violents ainsi que les conflits pour le leadership communautaires) contribuent tous à alimenter les tensions entre les deux communautés. Ces tensions se manifestent par des affrontements entre communautés, des assassinats ciblés, des tueries de masse, des enlèvements de personnes et de vols de bétails, d'incendies de maisons et des greniers et des viols. Ces conflits communautaires, avant de se circonscrire aux communautés Peulh et Dogon, étaient des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Les préjugés, stéréotypes et perceptions que les deux communautés ont l'une de l'autre, amplifiés par les discours de propagandes et messages haineux largement véhiculés via les réseaux sociaux, ont attisé les tensions et entraînés des violences. Le fonctionnement des structures étatiques, et principalement le système judiciaire considéré par les communautés comme étant partial, a été cité comme l'un des premiers déclencheurs des conflits intercommunautaires. Cela a été confirmé par les

données de l'enquête de sondage qui montrent que le niveau de collaboration des communautés Peulh, Dogon, Dafing et autres groupes ethniques avec les autorités locales et les FDS diffèrent significativement d'un groupe ethnique à un autre. D'autres causes beaucoup plus récentes telles que les assassinats ciblés de leaders communautaires, la présence et l'action des groupes extrémistes violents et la formation des milices d'auto-défense dans le centre du Mali ou encore la prolifération des armes à feu et l'augmentation de la consommation de drogues par certains jeunes membres des communautés ont contribué, selon les personnes interviewées, à l'escalade de violences intercommunautaires.

Les principaux acteurs de ces conflits sont les membres des communautés Peulh et Dogon ainsi que leurs milices et groupes d'auto-défense , les autres communautés vivant dans le cercle de Bankass (Dafing, Songhaï, Bozo, Mossi, et autres groupes ethniques), les autorités administratives et locales, les FDS et les forces internationales, les groupes extrémistes. D'autres acteurs tels que les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et autres organisations de la société civile et les personnes influentes à l'instar des politiciens, les responsables de groupes d'auto-défense communautaires, les leaders communautaires ainsi que les ressortissants du cercles de Bankass sont également cités comme prenant ou intervenant dans les conflits. Certains d'entre eux sont à la fois protagonistes et victimes et d'autres jouent des rôles qui atténuent ou exacerbent les tensions. Les acteurs les plus influents dans ces conflits sont les milices des différentes communautés, les chefs traditionnels et leaders communautaires, ainsi que les ressortissants des différentes communautés en conflits qui sont dans les villes ou dans d'autres pays.

Ces conflits ont eu des effets néfastes aux plans sociaux, économiques et sécuritaires dans les communes d'intervention du projet. Les communautés vivent constamment dans la crainte d'être attaquées. D'importants mouvements de populations ont été enregistrés par le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires de l'Organisation des Nations Unies - ONU (OCHA) au Mali depuis le début de l'année. Les tensions entre les communautés ont également produit de la méfiance entre les communautés. Les résultats de l'analyse des données quantitatives confirment que le niveau d'interactions entre les communautés est faibles pour l'ensemble des communautés, mais qu'il l'est encore plus pour les communautés Peulh et Dogon. Les entretiens ont quant à eux ont révélé que les communautés Peulh et Dogon ont tout simplement rompu toute forme de collaboration, y compris les échanges commerciaux. En effet, les membres des communautés interrogés ont rapporté une réduction des activités commerciales sur les foires et les places de marché et une baisse du revenu des ménages. D'autres faits tels que l'augmentation des actes de banditisme et de la consommation des drogues sont attribués par les populations aux effets des conflits intercommunautaires.

Au-delà de ce sombre tableau, le Conflict Scan a montré qu'il existe des acteurs, avec lesquels des actions visant à atténuer les tensions peuvent être entreprises et réalisées. Il s'agit d'abord des communautés elles-mêmes qui, en collaboration avec les ONG et au travers de leurs associations de femmes et de jeunes, ont la capacité de mobiliser et sensibiliser les populations sur les questions de paix et de cohésion sociale et assurer la médiation entre parties en conflits ou faire des plaidoyers. Les mécanismes locaux tels que les Commissions Foncières (COFO), les Equipes régionales d'Appui à la Réconciliation (ERAR), les membres du Réseau des Communicateurs traditionnels (RECOTRADE), les Comités Locaux de Réconciliation (CLR) ainsi que les collectivités, s'ils sont appuyés et connus des communautés, peuvent également contribuer à transformer efficacement les conflits. Par ailleurs, les populations dans les communautés ont également identifiées plusieurs des facteurs pouvant atténuer et ralentir les conflits intercommunautaires. Il s'agit de la multiplication des patrouilles et renforcer l'efficacité des FDS, l'impartialité de la justice et le bon fonctionnement des structures étatiques, la mise en place du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) et le renforcement des actions de dialogue et de plaidoyer.

**Recommandations**

Les principales recommandations qui ont découlé de ces résultats sont les suivantes :

- Faire le suivi de l'évolution du contexte sécuritaire et la situation des conflits pour assurer la sensibilité des activités du projet aux conflits tout au long de la mise en œuvre du projet ;
- Former les membres des communautés en plus des professionnels des médias dans la gestion des rumeurs et communication non-violente au profit ;
- Diffuser massivement des productions radiophoniques de Search sur les réseaux sociaux à travers les réseaux d'ambassadeurs de paix, de clubs d'écoute et bénéficiaires des formations en Common Ground Approach ;
- Impliquer les communautés autres que celles des Peulh et des Dogon dans la mise en place et la gestion des unités de médiation pour un meilleur impact ;
- Veiller à ne pas réunir les communautés Peulh et Dogon ensemble pour une activité et encourager les autres communautés à participer aux activités organisées par l'une des deux communautés (Peulh ou Dogon).

## 1. Le projet

Le 23 mars dernier, le Mali et la communauté internationale apprenaient avec consternation les attaques perpétrées contre un village dans le cercle de Bankass, le village d'Ogossagou-Peulh. Cette attaque, dont le bilan fût de 157 morts (source MINUSMA), s'inscrit dans le cadre des violences intercommunautaires qui s'intensifient dans le centre du Mali. En effet, les tensions entre les communautés vivant dans le « Pays Dogon » sont anciennes. Elles opposaient les populations pastorales, majoritairement les Peulh et agraires, principalement les Dogons, sur des questions d'accès aux ressources naturelles, aux terres et aux pâturages.

Depuis 2018, le cercle de Bankass, l'une des huit divisions de la région de Mopti, est le théâtre d'une recrudescence d'attaques violentes et d'affrontements intercommunautaires. En l'espace de trois mois seulement (de janvier à mars 2019), plus de 9 attaques affectant les communautés ont été signalées avec un bilan de plus de 200 personnes tuées et d'autres blessées ou enlevées[1]. En réponse à cette escalade de violence, la MINUSMA, à travers sa Division des Affaires Civiles, a financé un projet de médiation d'urgence mis en œuvre par Search Mali dans six communes du cercle de Bankass : les communes de Bankass, Baye, Dialassagou, Koulogo, Ouenkoro et Sokoura.

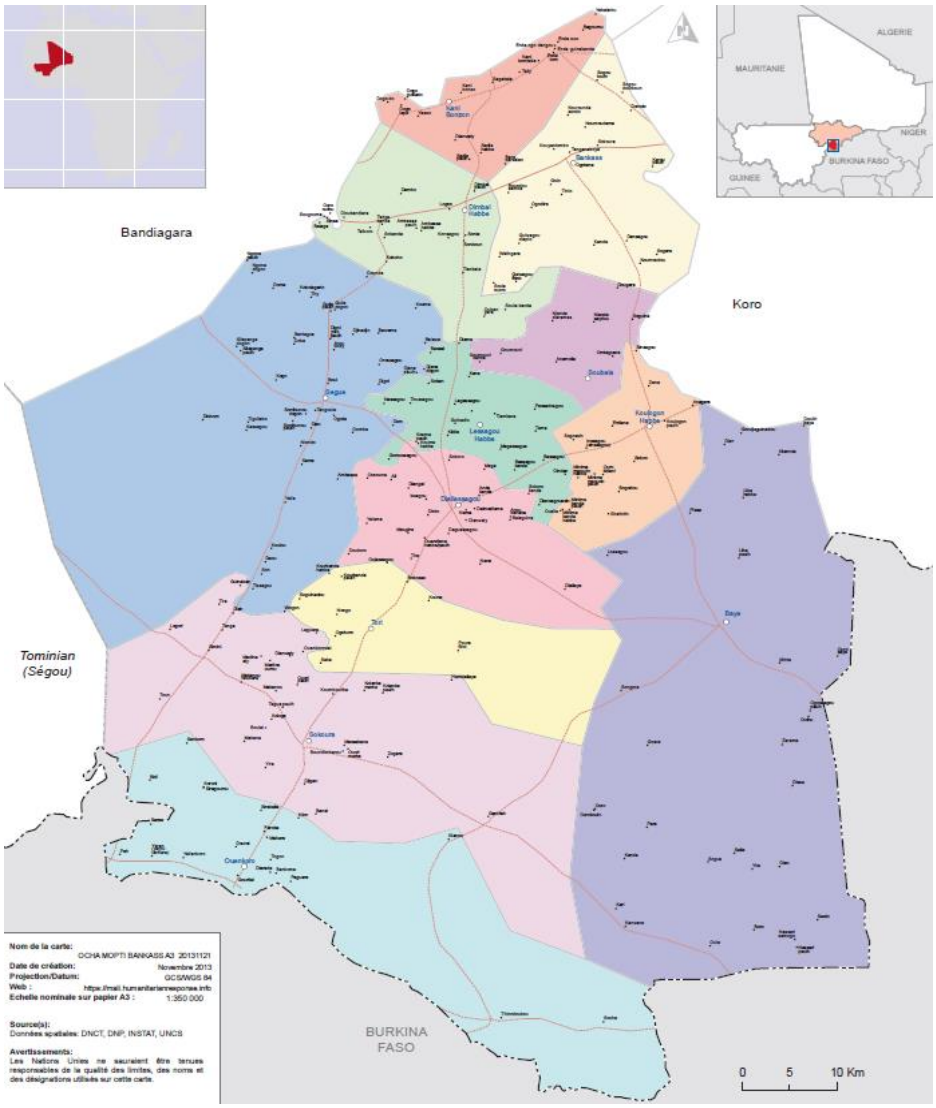



***Figure 1** : Communes de mise en œuvre du projet*

[1] Flash Update #2 Attaques des villages d'Ogossagou et de Wélingara, Région de Mopti, 27 mars 2019, OCHA, https://reliefweb.int/report/mali/ocha-mali-flash-update-2-attaques-des-villages-d-ogossagou-et-de-w-lingara-r-gion-de

Le projet mis en oeuvre par Searcha pour objectif de « *réduire les tensions entre les communautés Peulh et Dogon, et renforcer la confiance et la collaboration intercommunautaires et avec les autorités à travers un projet de médiation d'urgence* ». Sa stratégie d'intervention comporte 3 volets. Le premier volet média a pour but de renforcer les capacités des radios communautaires du cercle de Bankass dans la production et la diffusion d'informations crédibles, de qualité et sensibles au conflit; et à travers des productions radiophoniques de spots, de magazines et de tables rondes, ce volet se propose de transformer positivement les perceptions que les communautés ont les unes des autres. Le second volet (renforcement des capacités) cible les acteurs locaux, formels et informels tels que les leaders communautaires, les autorités locales et régionales, les forces de sécurité, les COFO, les ERAR, et les membres des CLR. Il a pour but de renforcer leurs capacités en plaidoyer, transformation de conflits, Communication Non Violente (CNV), médiation d'urgence et alerte précoce. Ces formations permettront aux différents acteurs de collaborer pour mettre en place un mécanisme d'alerte précoce et des unités de médiation d'urgence pour désamorcer et atténuer les tensions entre les communautés. Le dernier volet (engagement communautaire) porte sur les activités de rapprochement et de renforcement de la confiance mutuelle entre les communautés Peulh et Dogon et entre les acteurs. Elles comportent des sessions de dialogues communautaires, des activités de solidarité et de rapprochement ainsi que le plaidoyer auprès des autorités nationales et régionales.

Le projet étant mis en œuvre dans un contexte de conflits ouverts, la stratégie d'intervention de Search Mali prévoit a prévu un suivi des dynamiques de conflits locaux à travers des études de Conflict Scans.

## 2. Les objectifs et finalités de l'étude

L'objectif principal de ce premier Conflict Scan est d'identifier et de comprendre la dynamique des conflits intercommunautaires dans le cercle de Bankass. De façon spécifique, il s'agit de faire une analyse rapide des conflits sévissant dans le cercle de Bankass en identifiant les facteurs à la base des conflits entre les communautés et leurs déclencheurs ainsi que les acteurs des conflits et leurs intérêts, les opportunités de paix et d'analyser les risques associés aux conflits. Cette étude a pour but de comprendre les conflits intercommunautaires dans le cercle de Bankass et de dialoguer avec les communautés sur la nature des conflits auxquels elles sont exposées. L'étude permet également d'informer le programme et les partenaires sur l'état des conflits et les pistes de solutions pour adresser le problème. Enfin, à travers des recommandations, les résultats de la recherche permettront de trouver des points d'entrée pour les activités du projet et de tenir compte des spécificités des conflits lors de la mise en œuvre du projet.

## 3. La méthodologie de l'étude

### a. La zone de l'étude et populations cibles

L'étude a été réalisée dans toutes les communes cibles du projet (*Figure 1 : Communes de mise en œuvre du projet*). Les communes Baye et Koulogo sont majoritairement habitées par les communautés Dogons. Les communes de Ouenkoro et Bankass sont celles qui comptaient le plus les membres des communautés Peulh. Dans les deux dernières communes, Sokoura et Diallassagou, tous les groupes ethniques sont représentés, les Dogons, les Peulhs, les Dafings, les Mossis, et d'autres groupes ethniques minoritaires. Le projet étant axé sur les conflits intercommunautaires à caractère ethnique, la méthodologie définie pour la collecte des données a tenu compte de cette diversité ethnique.

### b. L'approche méthodologique

L'approche méthodologique utilisée pour réaliser cette étude est une approche qualitative. Cette approche qualitative avait pour but de collecter les informations sur la situation des conflits dans la zone du projet. A cet effet, à l'aide de guides (Annexe 1 : Les guides d'entretien) des entretiens

individuels avec les personnes clés et des FGD ont été réalisés avec les communautés dans la zone d'intervention du projet.

4 communes sur les 6 ont été sélectionnées pour les entretiens avec les différents groupes ethniques : Les communes de Bankass et Ouenkoro pour les FGD avec les membres des communautés Peulh, les communes de Baye, Bankass et Koulogo pour les FGD avec les membres des communautés Dogon, et la commune de Sokoura pour les autres groupes ethniques (Moré et Dafings). Ainsi, dans les communes de Baye, Ouenkoro, Koulogo et Sokoura, 02 FGD ont été réalisés, 01 avec les hommes et 01 avec les femmes. Dans la commune de Bankass, 04 FGD ont été réalisés, 02 avec les membres des communautés Peulh (hommes et femmes), et 02 avec les communautés Dogons (hommes et femmes). Chaque FGD était composé d'au moins 8 personnes. En tout, 12 FGD ont été réalisés, 04 avec les communautés Peulh (Bankass et Ouenkoro), 04 avec les membres des communautés Dogon (Bankass et Koulogo) et 04 avec les autres communautés (Baye et Sokoura).

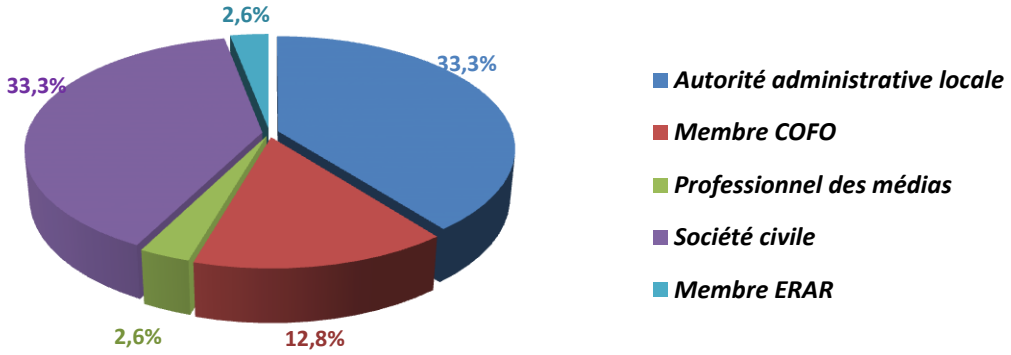



*Figure 2 : Répartition des % d'entretiens réalisés avec des personnes clés*

Des entretiens ont également été réalisés avec les personnes clés, parties prenantes au projet telles que les autorités administratives et locales, les forces de défenses et de sécurité, les leaders communautaires, les membres des COFO et des ERAR ainsi qu'avec les professionnels des médias. Au total, 39 entretiens clés ont été réalisés et la figure ci-dessus (*Figure 2 : Répartition des % d'entretiens réalisés avec des personnes clés*) montre la répartition par type d'acteurs clés.

### c. Equipe de recherche et collecte de données

04 équipes de 02 personnes ont assuré la collecte des données pour le sondage et les entretiens (FGD et individuels). Ils ont été au préalable formés 02 jours durant (le 9 et 10 mai 2019 à Bankass) sur les outils de collecte (questionnaires et guides d'entretien individuel et de groupe) et à l'utilisation des appareils mobile Android pour l'administration des questionnaires et l'animation des entretiens. En effet, les outils de collecte avaient été paramétrés sur les tablettes à l'aide du logiciel de collecte de données mobile KoboCollect. Après la formation, les équipes ont été déployées dans les six communes.

### d. Déroulement de la collecte de données

La collecte des données a débuté le 11 mai 2019 et s'est achevée le 15 mai 2019. La principale difficulté rencontrée lors de la collecte était l'accès aux localités cibles à cause de l'insécurité. Les interviews ne pouvaient être effectuées qu'à certaines heures de la journée, entre 8h et 15h. Les équipes ont pu cependant interroger le nombre de personnes requis pour le sondage et réaliser les interviews. Les focus group ont également été réalisés auprès des communautés cibles dans leurs localités, sauf dans le cas de la commune de Baye où les FGD ont été réalisés avec les

ressortissants de Baye déplacés dans la ville de Bankass. Pour cause, la situation sécuritaire dans la commune de Baye ne pouvait pas permettre aux équipes de recherche de rassembler de personnes, par crainte d'être des cibles des groupes armés.

## 4. Limite de l'étude

Concernant l'approche qualitative, la méthodologie de l'étude a mis l'accent sur le caractère ethnique et communautaire du conflit pour sélectionner les communes où devraient être réalisées les focus group discussions. Pour cela, les FGD n'ont pas été réalisés dans toutes les communes cibles du projet. Le fait de n'avoir pas réalisé ces entretiens de groupe dans toutes les communes peut constituer une limite dans la mesure où les conflits et les réalités peuvent différer d'une commune à une autre, et cette différence pourrait ne pas ressortir clairement dans les résultats par commune.

## 5. Les résultats du Conflict Scan

Les résultats de l'analyse des données collectées ont permis d'avoir une situation du contexte sécuritaire des conflits, ainsi que des principau acteurs impliqués, affectés et ayant le potentiel de transformer ces derniers. Ils ont également permis d'identifier les facteurs à la base de ces conflits et leurs effets sur les communautés, ainsi que les opportunités de paix.

### a. Le contexte sécuritaire dans le Cercle de Bankass

Le contexte sécuritaire dans le cercle de Bankass s'est considérablement détérioré depuis le début de l'année 2019**.** Les communautés interrogées ont tous signalé qu'au cours de ces trois derniers mois, des cas de braquage, d'affrontements et d'assassinats ciblés, des enlèvements de femmes, des vols de bétails, des incendies de maisons, des destructions de céréales et d'incendies de greniers. Ces communautés ne se sentent plus en sécurité et ont affirmé avoir été gagnées par l'inquiétude et la peur que cette situation et les incidents leur inspirent. Les communautés disent se sentir abandonnées par l'armée malienne et le gouvernement. Durant la période de collecte des données, l'équipe de recherche a noté plusieurs incidents sécuritaires déplorables. Le 12 mai 2019, un véhicule contenant des vivres à destination de Baye a été attaqué au niveau de Pissa, un village Dogon situé dans la commune de Baye. Au cours de la même semaine, 2 autres villages Peulh, dont l'un nommé Orobora, situé entre Diallassagou et Sokoura, ont également été attaqué. 3 personnes dont un imam ont été tuées. Durant cette même période aux alentours de la ville de Baye, 2 véhicules dont l'un appartenant aux FAMA, ont roulé sur des mines. En effet, fréquemment dans cette commune, des corps de personnes tuées sont piégés par des mines, et les personnes qui essayent de déplacer ces corps sont à leur tour des victimes d'explosion des mines.

Cependant, les forces de sécurités maliennes et étrangères sont présentes dans presque toute la zone. En effet, l'Armée de Terre, la Gendarmerie Nationale ainsi que les forces de la MINUSMA sont présentes dans les communes de Diallassagou. A Sokoura, c'est la Garde Nationale qui est déployée, et à Baye et Koulogo, il s'agit de l'Armée de Terre. Ouenkoro est la seule commune cible du projet au sein de laquelle la présence des FDS n'a pas été observée. Les forces de sécurité effectuent généralement des patrouilles les jours de foires pour sécuriser les populations. Mais les communautés ont souligné des lacunes des leurs interventions. Les focus group réalisés avec les communautés Dogon dans la ville de Bankass ont souligné le fait que le temps d'intervention des FDS est long comparé à celui des chasseurs Dozos qui « *viennent à temps au secours des communautés* ».

Par ailleurs, du fait du contexte sécuritaire dégradé, les chasseurs Dozos ainsi que l'armée malienne ont interdit la circulation des motos[2] après 18h et ont instauré des couvre-feux à 23h pour la circulation des personnes à pied.

### b. Les manifestations des conflits intercommunautaires dans le cercle de Bankass

Plusieurs types de conflits ont été identifiés les six communes du cercle de Bankass. Il s'agit des conflits ethniques et intercommunautaires, des conflits liés au foncier et à l'accès aux terres, des conflits liés à la gestion des ressources naturelles et à l'accès aux zones de pâturages, des conflits entre personnes et communautés sur la religion, des conflits liés aux actions des groupes extrémistes violents et des conflits pour le leadership entre les membres des communautés.

Les conflits les plus importants et les plus intenses sont les conflits communautaires à caractère ethnique. Il s'agit principalement des conflits entre les communautés Peulh et Dogon. Ces conflits qui étaient, à l'origine, des conflits liés au foncier et à la gestion des ressources naturelles opposaient les agriculteurs aux éleveurs sur les questions de pâturages et de gestion de point d'eau. Ils opposaient également les agriculteurs entre eux sur les litiges concernant les terres et les champs cultivables lors de la saison des pluies.

Ces conflits intercommunautaires et ethniques se manifestent par des affrontements communautaires violents, par des tueries et assassinats ciblés de part et d'autres des deux communautés, par des enlèvements de personnes, par des enlèvements et vols de bétails, par des dépossessions de terres et des guet-apens des membres d'une communauté contre les membres d'autres communautés. Depuis le début de l'année 2019, ces violences se sont intensifiées et les conflits intercommunautaires ont pris un caractère ethnique.

Les informations collectées dans le cadre de cette étude ont confirmé les rumeurs de « *nettoyage ethnique* », termes régulièrement utilisés par les médias nationaux et internationaux depuis le début de l'année[3]. En effet, les personnes interviewées lors des FGD et entretiens individuels par les équipes de recherche ont par exemple expliqué que de plus en plus, des personnes armées fouillaient les véhicules de transport en commun lors des voyages, et lorsqu'ils identifiaient des membres des communautés Peulh, ils les faisaient descendre des véhicules pour ensuite les exécuter. Les membres des communautés Peulh interviewés s'accordent pour dire que ces personnes armées sont des chasseurs Dozos, faisant parti des milices de communautés Dogon.

D'autre part, les communautés Dogon se plaignent de ne pas recevoir les dons et l'appui du gouvernement lorsque leur villages sont brûlés. Ils disent être attaqués par les milices Peulh et dépossédés de leurs terres. En effet, lors des entretiens réalisés avec dans les communes de Baye, Bankass et Koulogo, les communautés Dogon ont affirmé que quelques décennies auparavant, il n'y avait pas de conflits entre les communautés Peulh et Dogon. Ils ont dit avoir toujours vécu ensemble. Ils auraient donné leurs terres aux Peulh pour cultiver les terres et qui élevaient également de leurs bétails contre rémunération. Mais ces derniers ont hébergé des "*étrangers*" qui ont influencés les Peulh avec des doctrines de l'Islam et auraient mis en conflit les deux communautés. Ils ont incité les Peulh à prendre leurs terres. Selon les membres des communautés Dogon, ces étrangers sont les extrémistes violents de la branche d'Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) sont, selon eux, à la base des conflits entre Peulh et Dogon sur la religion. A ce sujet, les Dogons affirment que les Peulh ne les considèrent plus comme des *musulmans* à cause de l'enseignement des groupes extrémistes. Ils estiment également que leurs enseignements ont rendus les Peulh avec qui ils vivaient depuis longtemps plus violents et les ont dotés d'armes de guerre pour les combattre.

[2] http://bamada.net/interdiction-de-circuler-pour-les-motos-et-les-vehicules-pick-up-la-mesure-fortement-decriee-par-la-cma

[3] Centre Mali, il faut enrayer le nettoyage ethnique, Mondafrique, 25 mars 2019, https://mondafrique.com/mali-il-faut-enrayer-le-nettoyage-ethnique/

Ces conflits liés à la religion et l'action des groupes extrémistes violents, associés aux conflits pour le leadership entre les différentes personnes influentes, ont considérablement contribué à amplifier les conflits intercommunautaires et parfois justifier les violences communautaires.

### c. Les causes des conflits intercommunautaires

Les causes à la base des conflits entre Peulh et Dogon sont nombreuses et variées. Certaines sont profondes et remontent même à l'époque précoloniale. D'autres sont beaucoup plus récentes ou sont liées à la situation socio-politique, économique et sécuritaire de la région du Centre ou du Mali en général.

#### *i. Les causes profondes*

Les causes les plus anciennes sont celles liées aux conflits entre éleveurs et agriculteurs. En effet, depuis l'époque précoloniale, les peuples Dogon et Peulh ont coexisté dans la zone de Bankass et les litiges entre éleveurs et agriculteurs se sont toujours posées. Il s'agit des mésententes au sujet des couloirs de passages pour les bétails des Peulh principalement éleveurs à la recherche de pâturages pour leurs animaux. Les communautés Dogons, principalement sédentaires et agraires se plaignent de la destruction de leurs cultures par les bétails des Peulh et du partage des terres arables. Plus récemment, les communautés Dogon qui vivaient principalement de l'agriculture et du tourisme[4] se sont vus obligées de se rabattre sur l'agriculture à cause de la disparition de l'industrie touristique liée à la présence et l'activité accrue des groupes extrémistes violents. En effet, depuis le début de la crise (2012) avec la présence des groupes extrémistes, le Mali a connu une baisse drastique de flux touristiques. Dans le but de rechercher d'autres terres arables pour compenser les pertes de revenus dues au ralentissement des activités de tourisme, les communautés Dogon ont augmenté les limites de leurs champs jusque dans les couloirs de passage de bétails des membres des communautés Peulh. Lorsque des litiges et conflits sont nés autour de ces couloirs de transhumance, les communautés Dogon ont vu en cela des moyens de les « *déposséder* » de ce qu'ils considèrent comme étant leurs terres. Une femme Dogon a déclaré : « *des gens à qui nous avons donné des terres pour s'installer… ils vont chercher des étrangers pour nous combattre afin de prendre nos terres* ».

D'autres facteurs qui ont joué des rôles non négligeables au fil du temps sont les préjugés, stéréotypes et les perceptions que les membres d'une communauté ont des autres. En effet, les Dogons pensent que les Peuls essaient de les « *coloniser à nouveau* » et se considèrent supérieurs. Les Peulh seraient venus les envahir brusquement avec la religion et n'auraient pas de considération pour eux, même pour ceux qui sont musulmans. Ils estiment que ces derniers voudraient récupérer leurs terres et n'attendent que des opportunités se présentent pour les attaquer. De l'autre côté, les Peulh se voient comme des victimes des communautés dogons du fait qu'ils soient minoritaires et donc « *faibles* » face à ceux qu'ils considèrent être leurs adversaires. Comme certains l'ont affirmé, « *les Dogons veulent la disparition totale des Peulh dans la commune.* ». Par ailleurs, il est communément admis dans les communautés Dogon que les Peulh ne sont pas personnes de confiance, qu'ils sont des traîtres, des « djihadistes », des terroristes ou des bandits armés. La commune de Ouenkoro qui est majoritairement peuplée de Peulh est appelée la « commune des djihadistes ». Le terme « djihadiste » n'est pas utilisé pour simplement désigner une personne appartenant à un groupe extrémiste, mais plutôt dans le sens d'« assassins », ou d'« ennemis de la nation ». De l'autre côté, les membres des communautés Dogon sont traités de criminels, de sorciers,

[4] The Conversion, Peuls et Dogons dans la tourmente au Mali : histoire d'une longue relation ambivalente, 29 mars 2019, http://theconversation.com/peuls-et-dogons-dans-la-tourmente-au-mali-histoire-dune-longue-relation-ambivalente-114396

de mécréants, d'animistes et de cannibales qui mangent les corps de Peulh qu'ils assassinent. Ils sont également traités d'idiots ou de « *bêtes* ».

Une autre cause citée par les communautés interviewées comme étant à la base de conflits intercommunautaires est la mauvaise gouvernance et le fonctionnement des structures étatiques, plus spécifiquement celles du système judiciaire. Selon les personnes interrogées dans le cercle de Bankass, le premier déclencheur des violences intercommunautaires était dû à des décisions de justice que les membres des communautés des plaignants ont jugé injuste. En matière de sécurité, les forces de l'ordre, selon les personnes interviewées, ne garantissent pas toujours la sécurité des communautés. Ces dernières se sentent donc délaissées et livrées à elles-mêmes. Ce serait la raison pour laquelle, ils ont recours aux milices d'autodéfense villageoise. Les reproches à l'endroit des FDS peuvent se résumer dans les propos de cette femme de la communauté Dogon de Bankass : «*Quand la population est en danger, on fait appel aux FDS et ils ne viennent pas à temps, contrairement aux chasseurs Dozo qui répondent à l'appel dans les minutes qui suivent. Les numéros donnés par les FDS n'ont pas d'importance. Quand on les appelle, ils ne répondent pas. Ou ils arrivent quand le mal est déjà fait. Les FDS arrivent sur les lieux du drame et commencent à arrêter les gens qui sont venus observer. Ils n'étaient pas là au moment des faits et viennent arrêter les gens n'importe comment, sans chercher à savoir qui a fait quoi. La plupart des gens qu'ils arrêtent sont des observateurs et pas des bandits. Ils viennent importuner avec leurs questions et arrêtent nos enfants qui n'ont rien à voir avec les faits*». En plus des arrestations jugés arbitraires, les communautés Dogon, à travers l'action des forces de sécurité, estiment le gouvernement est partial. Il n'apporterait de l'aide ou porte secours uniquement aux communautés Peulh et délaissent les communautés Dogon.

### *ii. Les causes récentes*

Les causes les plus récentes sont pour la plupart les déclencheurs des conflits. Dans le cercle de Bankass, l'événement majeur qui a fait basculer les communautés dans la violence, d'après les informations recueillies, est l'assassinat du chasseur Dozo Theodore Somboro de Ségué, signataire d'un accord de paix avec les communautés Peulh survenu le 13 octobre 2016 à la suite d'une attaque présumée des groupes extrémistes violents dans le centre du Mali. D'autres assassinats ciblés envers les communautés Peulh et Dogons ont déclenché un cycle de violences qui dure depuis bientôt 3 ans. Les plus récentes sont celles de Koulogo le 11 janvier dernier, du village de Youssouf le 19 du même mois, de Minima Kanda, Minima Maoudé-Peulh et d'Ouro-Tidiani le 16 février, d'Ogossagou et Wélingara le 23 mars[5] et de Sobane Da le 12 juin 2019.

Une autre cause importante dans ces conflits intercommunautaires est l'influence et les actions des groupes armés. Les entretiens de groupes avec les hommes issus des communautés Dogon de la commune de Bankass ont révélé, d'une part, que les discours des leaders religieux ont contribué à envenimer la situation des conflits entre les communautés dans le cercle de Bankass. Ils ont cité les discours et propos d'Alioune Nouhoum Diallo et ceux d'Alhassane Barry qui ont encouragé les membres des communautés Peulh à se radicaliser et ont créée des divisions au sein des communautés vivant dans le cercle de Bankass. D'autre part, les informations recueillies ont révélé que les communautés Peulh auraient hébergé des membres des groupes extrémistes violents volontairement au début de la crise en 2012 pour rendre service à leurs « *frères* », mais ont été par la suite contraints de les accepter sous peine d'être tués, forçant ainsi les membres des communautés Peulh à se *« radicaliser »*. D'autres discours de propagandes haineux, des photos et vidéos truquées de sources inconnues qui circulent sur les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp) contribuent à amplifier les conflits. Certains d'entre eux appellent les communautés à quitter leurs villages ou

[5] OCHA Mali – Flash Update #2 Attaques des villages d'Ogossagou et de Wélingara, Région de Mopti, 27 mars 2019, https://reliefweb.int/report/mali/ocha-mali-flash-update-2-attaques-des-villages-d-ogossagou-et-de-w-lingara-r-gion-de )

localités et à ne pas fréquenter certains marchés ; d'autres contiennent des menaces de mort ou de destruction de marchés.

La situation sécuritaire au Mali en général a favorisé le trafic et la prolifération d'armes à feu. Les groupes d'auto-défenses communautaires s'en sont armés d'abord pour se défendre contre les groupes extrémistes. Ensuite, les communautés Dogon ont associé ces extrémistes aux communautés Peulh du fait que la plupart des membres des groupes extrémistes s'expriment en langue Peulh. Une autre cause de la prolifération des armes à feu est la nouvelle de la mise en œuvre du programme DDR au Mali pour désarmer les groupes d'autodéfenses et milices dans le Centre du Mali. Ce programme qui s'accompagne généralement de compensations financières et d'opportunités d'insertion professionnelle pour les ex-combattants a conduit les membres des différentes communautés du centre à acquérir des armes pour être des bénéficiaires du programme. La dégradation de la situation sécuritaire a également favorisé le trafic de drogues. Les jeunes des communes cibles du projet ont été exposés à sa consommation et se sont adonnés au banditisme armé. Mais la plupart du temps, leurs actions sont occultées par l'intensité des conflits. En effet, leurs actions sont généralement associées aux violences intercommunautaires. Le système judiciaire étant fragilisé par le contexte sécuritaire, les auteurs d'infractions ou de crimes de continuent d'agir « sous le couvert » des conflits intercommunautaires sans être vraiment inquiétés.

***Tableau 1** : Récapitulatif des causes des conflits entre les communautés Peulh et Dogon*

| Causes profondes | Causes récentes |
|---|---|
| – Conflits entre agriculteurs et éleveurs<br>– Litiges fonciers entre Peulh et Dogon<br>– Préjugés, stéréotypes et perceptions<br>– Mauvaise gouvernance et fonctionnement des structures étatiques, principalement de la justice<br>– Manque ou faible collaboration entre les communautés et les autorités et les FDS | – Assassinats ciblés de leaders et responsables communautaires<br>– Présence et actions des groupes extrémistes violents<br>– Discours de propagandes et de haines véhiculés sur les réseaux sociaux<br>– Prolifération d'armes à feu et augmentation de la consommation de drogue chez les jeunes |

### d. Les acteurs des conflits

Les communautés vivant dans le cercle de Bankass : Les principaux acteurs de ces conflits sont d'abord les communautés Peulh et Dogon qui sont à la fois les protagonistes et les victimes. Il s'agit d'hommes, de femmes et d'enfants. Les autres communautés Dafing, Bozo, Songhaï, Mossi, et autres groupes ethniques sont également des victimes des actes de violences. Ils ont cependant été cités comme étant des facilitateurs dans le cadre des conflits opposants les Peulh aux Dogon. Dans la commune de Baye, un membre de la société civile a affirmé que « …*les Dafing et autres ethnies ont essayé de rassembler les deux communautés (Peulh et Dogon) pour éteindre le conflit…».* Ce sont donc des acteurs qui travaillent à l'atténuation des tensions entre les communautés. Par ailleurs, à travers les actions des leaders communautaires, des associations de femmes (Coordination des organisations et associations féminines du Mali - CAFO) et des jeunes qui réunissent toutes les communautés, en collaboration avec les ONG, essaient de trouver des espaces de dialogues et faire de la médiation.

Les milices communautaires, groupes d'autodéfenses et associations ethniques : Les milices communautaires censées assurer la sécurité des communautés pour palier à l'insuffisance du dispositif sécuritaire de l'Etat dans les villages sont également devenues des « bras armées » des communautés ou de groupes de personnes. La plupart des personnes interrogées s'accordent pour

dire ces milices en plus de défendre les communautés, commettent elles-mêmes des exactions, des braquages, des assassinats ciblés, des massacres et des intimidations. En l'occurrence, les chasseurs Dozos ou les membres de l'organisation Dan Na Ambassagou, ont très souvent été cités dans les cas de menaces, d'interdiction, ou d'assassinats. Des personnes se revendiquant de leur organisation se sont souvent « vantés » d'exécuter des membres d'autres communautés. Les milices Dogon comme Peulh sont considérés par de nombreuses personnes comme des acteurs jouant un rôle important et négatif dans les conflits intercommunautaires dans le cercle de Bankass. Un membre de la société civile : « *Les principaux acteurs sont les chasseurs Dozos et les djihadistes Peulh. Toutes les populations sont affectées par ces conflits. Les associations Peulh (Tabital Pulaaku) dotent des armes aux Peulh ».*

Les autorités locales et administratives : Elles sont composées de représentants des structures étatiques, de collectivités et des comités mis en place pour garantir la sécurité et le bien-être des communautés. Au regard du contexte sécuritaire fortement dégradée, ces structures administratives et locales ont perdu de leur poids. Même si les agents de l'Etat sont toujours présents et continuent de maintenir le fonctionnement des structures étatiques dans la zone leurs actions restent de faible portée face à l'ampleur des conflits.

Les forces armées maliennes et étrangères : Les forces de sécurité ont pour rôle d'assurer la sécurité des communautés. Malgré les arrestations arbitraires, l'insuffisance des patrouilles, la lenteur dans les interventions et le traitement inéquitable des communautés dont ils sont accusés, les FDS jouent un rôle positif dans l'apaisement des tensions entre les communautés et la sécurisation des localités. Leur présence dans les villages est de nature à tranquilliser les communautés. Il en est même pour les forces étrangères, notamment celles de la MINUSMA. Les communautés reconnaissent être en sécurité lorsque les agents de la MINUSMA sont de présentes mais se disent exposées et vulnérables aux attaques lorsqu'ils se déplacent. Les forces du G5 Sahel même si elles sont présentes dans le cercle ainsi que celles de Barkhane n'ont pas été mentionnées.

Les groupes extrémistes violents: Les groupes extrémistes violents sont à la base des conflits entre les Peulh et les Dogon. Faisant parti des groupes séparatistes, ils ont pour objectif d'instaurer la charia dans le centre et le Nord du Mali. Ils sont accusés par les communautés Dogon d'avoir endoctriné les communautés Peulh qui vivaient pacifiquement avec eux. Ils sont également accusés de viols, de pillages, d'agression, d'assassinats ciblés. Leurs premières cibles étaient les communautés Peulh qu'ils obligeaient à se « *radicaliser* » et à prendre les armes.

Les ONG et la société civile : les ONG, notamment celles qui travaillent dans le Peacebuilding sont perçues par les communautés comme apaisant les tensions entre les communautés. Mais ces dernières reconnaissent également que leurs actions sont limitées du fait de l'ampleur des conflits et des acteurs qui sont impliqués (les milices, les groupes extrémistes). Malgré cela, les personnes interrogées dans le cadre de cette étude ont pour la plupart souligné que les projets des organisations humanitaires et de Peacebuilding ont contribué à atténuer les tensions et à créer des conditions et un cadre de vie favorable aux communautés, surtout à celles touchées par les violences intercommunautaires. Il faut cependant souligner que dans certaines localités, des mécontentements ont été observés à la suite de la distribution des dons aux populations sinistrées.

Les personnalités influentes et ressortissantes du cercle de Bankass

Les personnes influentes sont citées comme acteurs principaux acteurs des conflits. En effet, même s'ils n'ont pas tous été cités nommément, la plupart des personnes interrogées ont souligné le fait que la plupart des violences ont eu lieu suite aux propos de leaders ou autres personnes influentes. Certains le font ouvertement à travers des discours et d'autres plus discrètement via des rumeurs et des messages d'incitation à la violence. Ces derniers ont été appelé par plusieurs membres des communautés les « *acteurs invisibles* » qui se servent des conflits

intercommunautaires pour des intérêts financiers politiques ou de leadership. Les ressortissants des communautés Peulh et Dogon qui sont dans d'autres villes ou pays, ont également été désignés comme jouant un rôle non négligeable dans dynamiques de conflits intercommunautaires. Selon un membre de la COFO de la commune de Diallassagou, « l*es acteurs qui ont une influence positive ou négative sur le conflit sont les ressortissants des différentes localités qui sont en ville ou dans d'autres pays, qui à travers des dons, font passer des messages d'encouragement ou de haine* ». D'autres pensent que ces ressortissants aident les membres de leurs communautés qui sont dans les villages à acquérir des armes pour se défendre : « *les acteurs les plus influents dans ce conflit sont les acteurs extérieurs qui fournissent des soutiens logistiques aux acteurs sur places. Ce sont des acteurs qui financent de près ou de loin ce conflit* ».

***Tableau 2* : Liste des acteurs et de leurs rôles dans les conflits intercommunautaires**

| Acteurs | Rôles |
|---|---|
| Communautés peulh et Dogon | - Victimes de violences<br>- Protagonistes et soupçonnés de violences |
| Les autres communautés (Dafing, Songhai, Bozo, Mossi, etc.) | - victimes de violences<br>- médiateurs |
| Les milices communautaires et associations d'auto-défense | - protection des membres de leurs communautés<br>- Soupçonnés de violences envers les autres communautés |
| Les autorités locales et administratives | - représentent l'Etat et assurent le bon fonctionnement des structures étatiques<br>- victimes |
| Les forces armées maliennes et étrangères | - assurent la sécurité des populations<br>- luttent contre les groupes extrémistes violents |
| Les groupes extrémistes violents | - soupçonnés de pousser les communautés Peulh à la violence<br>- soupçonnés de violences |
| Les ONG et organisations de la société civile | - dialogue sur la paix et la réconciliation<br>- soutiens aux besoins affectés par les conflits en leur apportant les biens de premières nécessités |
| Les personnes influentes (responsables de milices et associations communautaires) et acteurs politiques | - discours de propagande<br>- messages haineux sur les réseaux sociaux |
| Les ressortissants du cercle de Bankass en villes ou dans d'autres pays | - soupçonnés de financer l'achat des armes par les milices<br>- soupçonnés de véhiculer des messages d'incitation à la violence |

***Les acteurs les plus influents dans les conflits***

Selon les résultats d'analyses des informations collectées, les acteurs les plus influents dans les conflits intercommunautaires dans le cercle de Bankass sont d'abord les milices et groupes

d'autodéfense des communautés Peulh et Dogon, les chasseurs Dozo, les associations Tapital Pulaaku et Gina Dogon, les autres milices ainsi que et leurs représentants. Les membres du RECOTRAD, les chefs traditionnels et leaders communautaires ont ensuite également été cités comme incontournables dans les questions qui ont traits aux conflits intercommunautaires. Dans une moindre mesure, les groupes extrémistes violents ont été mentionnés mais la principale raison c'est qu'ils sont associés aux membres des communautés Peulh. Enfin, les ressortissants précédemment mentionnés ont été identifiés comme acteurs influents.

### e. Les effets des conflits intercommunautaires et ethniques

« *La sécurité est précaire, les populations sont inquiètes, personne n'est à l'abri du danger. Aujourd'hui dans notre commune, nous avons plus de 3000 personnes déplacées, composées des Peulhs et des Dogons venues des villages situés dans les communes de Bankass et de Diallassagou et la précarité de la sécurité ne fait qu'aggraver du jour au lendemain. Sur le plan économique, les commerçants sont privés de leurs activités par les barrières des chasseurs, les foires sont inactives. Socialement, la méfiance prime sur la cohésion sociale* ». Ces explications d'un membre de la société civile de Sokoura illustrent bien et introduit les effets des conflits intercommunautaires dans le cercle de Bankass.

#### *i. Au plan social*

Psychose au sein des populations

A cause de l'absence et de l'irrégularité des patrouilles des FDS dans les localités, les populations redoutent des attaques de la part de groupes extrémistes violents, de bandits armés, d'autres communautés ou des assassinats. Ils redoutent également la destruction de leurs biens (bétails, greniers). Les communautés Peulh habitant encore dans le cercle de Bankass et évitent les foires et les marchés. En effet, dans le mois de mai 2019, plusieurs Peulh qui s'étaient rendus dans les foires ont été tués au vu et su de tous. Les autres communautés redoutent des altercations avec les membres des groupes des chasseurs Dozos et les autres milices. Même les personnes qui s'expriment sur les antennes de radios communautaires font attention à ne pas tenir des propos désobligeant à l'endroit des groupes d'autodéfenses ou de groupes ethniques en conflits. En effet, des entretiens avec les membres des communautés ont révélé que plusieurs personnes avait été interdit de s'exprimer sur les ondes des radios communautaires de Koro, un cercle voisin de Bankass, pour avoir tenus des propos « inappropriés » à l'endroit de la milice ou de leurs membres.

Important mouvement des communautés

Les communautés Peulh se quittent leurs villages pour se rendre soit dans des villages majoritairement occupés par les Peulh (les Dogon agissent pareillement), soit chez leurs proches résidant en ville ou dans le chef-lieu de région. Toutes les populations vivant dans le cercle de Bankass étant touchées par les violences, elles se déplacement massivement pour fuir les zones où les tensions sont les plus importantes. Selon OCHA, le nombre de déplacés dans la région de Mopti est passé de 2 100 personnes en janvier 2018 à 56 400 personnes en janvier 2019. D'importants mouvements des populations ont été également enregistrés suite aux deux attaques les plus meurtrières du 1er semestre de 2019, celles d'Oghossagou et de Sobane Da survenues respectivement en mars et juin. Un élu de la commune de Ouenkoro confirme cela en ces termes : « *60% de la population sont partis en exil, et tous les jours plus de quatre charrettes remplies des femmes, des enfants et des bagages quittent la zone pour chercher à sauver leurs vies. Même ma propre famille n'est plus présente ici…*».

Méfiance et manque de collaboration entre les communautés et les acteurs

Les communautés n'ont plus confiance non seulement les unes envers les autres, mais aussi envers les FDS et les autorités locales. Un membre de la société civile de Sokoura l'a précisé, « *Les*

*deux ethnies ne se fréquentent plus du tout et la méfiance est très grande entre les deux ethnies..* ». S'agissant des autorités locales et des forces de sécurité, la collaboration reste moyenne dans l'ensemble, mais relativement faible avec les communautés Dogon et qu'avec les communautés Peulh et autres groupes ethniques.

### *ii. Au plan économique*

Au plan économique, l'on remarque une baisse des échanges commerciaux et des revenus des ménages. En effet, les mesures de sécurité telles que l'interdiction de la circulation des motos ont eu des effets négatifs sur les commerces des foires et des marchés. Les communautés ont des difficultés à acheminer les marchandises sur les places de foires. Lorsqu'elles y parviennent non sans difficultés, ces foires se terminent plus tôt. Les chiffres d'affaires des commerçants ont baissé et les femmes qui exerçaient le petit commerce déclarent commencer à avoir des difficultés à subvenir aux besoins de base de leurs familles.

La situation de conflits entre les communautés Peulh et Dogon a conduit les membres des deux communautés à adopter des stratégies « d'embargo » les unes envers les autres. Comme un habitant de la commune de Koulogo l'a expliqué, « *L'économie est au ralenti parce qu'il n'y a aucun échange de commerce entre les peulhs et les Dogons*…». En effet, chaque communauté refuse de vendre ses marchandises à l'autre communauté et vice versa. Outre cette stratégie punitive, les membres des deux communautés se craignent les uns les autres. Comme cet habitant de Bankass l'a illustré, « *depuis le début des conflits, il n'y a plus de commerce. Les Dogon ne boivent plus le lait, les Peulhs n'ont plus de mil de peur d'être empoisonnés* ».

Dans l'ensemble, les populations vivant dans le cercle de Bankass ont peur pour leur vie, et se rendent de moins en moins dans les foires hebdomadaires et sur les places de marchés et dans les foires.

### *iii. Au plan sécuritaire*

Selon les personnes interrogées, le contexte sécuritaire et la situation des conflits ont également eu pour conséquence la prolifération des armes à feu et l'augmentation du banditisme armé. et l'augmentation du nombre de personnes consommant de la drogue.

***Tableau 3** : Récapitulatif des effets des conflits entre Peulh et Dogon*

| Aspects | Effets |
|---|---|
| **Social** | Psychose au sein des populations vivant dans le cercle de Bankass |
| | Important déplacement des populations |
| | Augmentation de la méfiance et faible niveau d'interactions entre les communautés |
| | Rupture de la collaboration entre Peulh et Dogon |
| **Economique** | Baisse des activités des foires et des marchés |
| | Baisse des revenus des ménages |
| **Sécuritaire** | Prolifération des armes à feu |
| | Augmentation des actes de banditisme |

### f. Les opportunités de paix

#### *i. Les acteurs et les mécanismes de cohésion et de réconciliation existants*

Les membres des communautés Peulh et Dogons qui vivent dans les six communes cibles, malgré qu'elles soient les victimes des conflits sont également des acteurs pouvant jouer un rôle clé pour atténuer les tensions. A travers les différentes associations de femmes de jeunes et en impliquant les leaders communautaires, les membres des communautés sont des acteurs sur lesquels l'on peut s'appuyer pour mobiliser et sensibiliser les parties en conflits à la paix, la cohésion sociale la collaboration et appeler au dialogue. Les membres d'autres communautés (autres que les Peulhs et les Dogon) sont également des atouts pour trouver des terrains d'entente. Un membre de la société civile de Baye a rapporté une action entreprise par une communauté : « *Les Dafing et les autres ethnies ont essayé de rassembler les deux communautés pour éteindre le conflit…».*

Les personnes interviewées pensent également qu'avec l'appui des autorités locales et administratives ainsi que les forces de sécurité, des actions impliquant les communautés et la société civile peuvent être entreprises pour améliorer la situation sécuritaire et des conflits à travers des activités de coordination. De même, les mécanismes de gestion des conflits et de réconciliation mis en place par l'Etat, les COFO et les RECOTRAD sont des instruments à partir desquelles des actions visant à atténuer les tensions peuvent être entreprises et implémentées. Les ONG sont également des acteurs clés dans les processus de transformation de conflits, d'atténuation des tensions et de soutien aux communautés.

#### *ii. Les facteurs qui peuvent ralentir les conflits ou atténuer les tensions*

Outre les mécanismes existants et acteurs « *positifs* », les communautés interviewées ont identifié des facteurs susceptibles d'atténuer les tensions ou de ralentir les conflits dans la zone de Bankass.

Le premier facteur qui selon eux permettra de réduire les tensions est l'amélioration de la sécurité des communautés à travers une présence permanente marquée des FDS dans les différentes localités. Ces derniers doivent également multiplier leurs patrouilles et réduire leur temps d'intervention en cas d'attaque. Le second facteur est la responsabilisation de l'Etat, l'impartialité de la justice et le bon fonctionnement du système judicaire. Les communautés de leur côté doivent dénoncer les étrangers, bandits ou toute personne affiliées aux groupes extrémistes violents ou ayant commis des délits. Les ONG doivent quant à elles appuyer ces actions en organisant des sessions de sensibilisation, de dialogue entre les différentes parties au conflit. Plusieurs recommandations visant à la mise en place d'un comité ou d'une unité de médiation entre les deux parties pour assurer le « *dialogue »* et « appeler les communauté au calme » ont été faites par la plupart des personnes interviewées. D'autres personnes ont suggéré le désarmement des milices et l'accélération du processus de DDR au mali. Enfin, les communautés ont plaidé pour la restauration de l'autorité de l'Etat et celle de l'armée afin de ramener l'ordre dans le cercle.

## 6. Analyse des risques et *do no harm*

Les données collectées ont révélés que dans certaines localités, les conflits intercommunautaires sont plus intenses que dans d'autres. La localité de Pissa, par exemple dans la commune de Baye a plusieurs fois été cité dans des cas d'enlèvements par les chasseurs et de saisie de vivres ou d'attaques de convoi. Un membre de la société civile de Baye expliqué : «*…moi-même j'ai été enlevé une fois lors d'une rencontre pour la paix par les chasseurs à Pissa. Tous nos produits pharmaceutique, rien ne peut plus passer à Pissa*». Lors de la collecte de données pour ce Conflict Scan, un convoi humanitaire dépêché par la Première Dame du Mali a également été attaqué

à Pissa le 12 mai 2019. Les axes Bankass-Baye, surtout au niveau de Pissa sont jugés dangereux à pratiquer à causes des attaques des chasseurs Dozos et des mines. Les routes Ouenkoro-Sokoura (passant par Tori et ses environs) et de Koulogo-Baye sont également déconseillés à pratiquer.

Ainsi, il est donc recommandé d'éviter ces localités et les routes reliant ces localités lors des déplacements dans la zone. Les communautés ont également recommandé, lors de la mise en œuvre des activités des projets ou programmes, d'éviter le parti pris pour une communauté en particulier et d'être neutre. Les agents des organisations doivent montrer du respect et impliquer toutes les communautés sans distinction. Ils doivent tenir un langage clair, être à l'écoute des communautés et être discrets tout en respectant la culture et les coutumes des communautés hôtes. Ils doivent veiller à l'implication systématique des autorités administratives locales et traditionnels (coutumiers et religieux) et des acteurs les plus influents afin d'avoir une meilleure appropriation et mobilisation des communautés lors de la mise en œuvre des activités. Ils doivent tout de même éviter de réunir les membres des communautés Dogon et Peulh dans un même endroit et/ou pour réaliser une même activité.

## 7. Conclusion

En somme, les conflits opposants les Peulhs et les Dogons dans le cercle de Bankass se trouvent dans un cycle où les manifestations et les effets des conflits deviennent les causes. Les violences qui les accompagnent ont tendance à s'accroître. Ils ont des effets néfastes sur le tissu social, l'économie, la sécurité des populations et l'action des pouvoirs publics. La plupart des acteurs, communautaires y compris ceux qui ne sont pas dans le cercle de Bankass sont impliqués dans ces conflits. Les différents programmes de Peacebuilding doivent en tenir compte en plus de considérer les groupes armés, les forces de sécurités et les forces étrangères et les autorités étatiques et locales. Jusqu'à présent, les interventions organisations n'ont eu que peu d'effets sur la situation des conflits intercommunautaires. La plupart des personnes interrogées dans le cadre de cette étude ont fait appels aux actions des ONG pour ramener le dialogue, sensibiliser les différentes communautés et faire un plaidoyer au niveau régional et national, et demandé une intensification des opérations militaires dans leurs zone pour sécuriser les civils.

## 8. Recommandations

Suite aux résultats l'étude ci-dessus présentées les recommandations suivantes sont faites pour la mise en œuvre des activités du projet « Mon Voisin, Mon Frère », mais aussi pour atténuer les tensions dans le cercle de Bankass.

- Les dynamiques des conflits dans le cercle de Bankass sont très changeantes du fait des attaques et des discours de propagandes et messages de haines qui circulent entre les populations. L'équipe projet doit, au-delà des études de Conflict Scans prévues, faire le suivi des incidents sécuritaires et de la situation des conflits afin d'assurer la sensibilité de l'intervention aux conflits durant toute la période de mise en œuvre du projet.
- Au regard de l'utilisation des réseaux sociaux par les communautés et des messages de haines et discours de propagande qui y circulent, les membres des communautés, spécifiquement des jeunes doivent être sensibilisés sur les conséquences négatives de ces messages. Pour cela, les formations sur la gestion des rumeurs et la Communication Non-Violente devraient également être adressés aux membres de communautés, pas uniquement aux professionnels des médias.
- Les productions radiophoniques de Search Mali (tables rondes, magazines radiophoniques et spots) basés sur les stéréotypes, préjugés et discours de

propagande identifiés devraient également être partagées sur les réseaux sociaux via les réseaux d'ambassadeurs de paix formés par Search, de clubs d'écoute et de leaders formés à la transformation des conflits et leadership afin de proposer des messages alternatifs à ceux véhiculant la haine et incitant à la violence.

- Les unités de médiation qui doivent être mises en place à travers le projet « Mon voisin, Mon Frère » doivent impliquer les leaders des membres des communautés autres que Peulh et Dogon, tels que les Bozo, les Dafing et les Songhaï, qui à travers les cousinages à plaisanteries et les mécanismes traditionnels de gestion de conflits pourront contribuer de façon significative à atténuer les tensions.
- Les activités de rapprochement quant à elles ne devraient pas réunir les communautés Peulh et Dogon. Il est recommandé, à cause des tensions et le manque de confiance entre les deux communautés, de réaliser les activités de solidarité avec une seule des deux communautés en conflit. Les membres d'autres groupes ethniques tels que les Dafing, les Bozo et les Songhaï peuvent y participer. Par contre pour les fora planifiés, il est judicieux qu'ils ne rassemblent que les leaders communautaires de tous les groupes ethniques représentés dans le cercle de Bankass. Tout attroupement de personnes peut les transformer en cible pour les groupes armés. Ils doivent cependant être sécurisés par les forces de sécurité.

## Annexes

*Annexe 1 : Les guides d'entretien* _____ *VII*
*Annexe 2 : Le questionnaire de l'enquête de sondage* _____ *IX*

## Annexe 1 : Les guides d'entretien

Contexte actuel et situation sécuritaire

Selon vous, comment est la situation sécuritaire actuelle dans votre localité? Comment est le contexte économique ? Comment est le climat social ?

Existe-t-il des conflits dans votre localité ? De quels types de conflits s'agit-il ?

Structure du conflit

Comment Ces conflits se manifeste-t-il actuellement chez vous? Comment les conflits intercommunautaires se manifestent –ils ?

Quels sont les incidents relatifs au conflit intercommunautaire (violences, affrontements, vol de bétail, incendie de maisons et greniers, prise d'otage, etc.) qui ont eu lieu les 3 derniers mois ?

Quelles sont les causes profondes de ces conflits?

Quelles sont les causes les plus récentes ?

Selon vous, parmi les types de conflits que vous avez cités, quels sont les plus intenses qui nécessitent le plus d'être traités ?

Quels sont les effets de ces conflits sur les communautés au niveau social et économique ?

Les acteurs du conflit

Quels sont les principaux acteurs des conflits ? Quels sont ceux qui sont affectés? Quels sont les autres acteurs qui ont une influence positive ou négative sur le conflit ?

Quels sont les intérêts et les motivations de ces acteurs?

Selon vous, quels sont les acteurs des plus influents dans ces conflits ?

Les Dynamiques du conflit

Pensez-vous que les tensions relatives à ces conflits se développent ou se réduisent ?

Qu'est ce qui selon vous constituent des déclencheurs de ces conflits ? Qu'est ce qui peut conduire à une augmentation, développement ou une escalade des conflits ?

Quels sont, selon vous, les facteurs qui peuvent ralentir les conflits ? Quelles actions pourraient être entreprises pour un changement positif de la situation?

Quelles sont selon vous les opportunités de paix dans le cadre de ce conflit?

Collaboration entre les communautés et les autorités locales et les forces de sécurité

Quel est l'état de collaboration entre les communautés, les FDS et les autorités locales dans votre localité?

Avez-vous récemment remarqué une amélioration de collaboration entre les différentes communautés (ethnies)? Expliquez.

Selon vous, quel rôle est joué par les FDS et les autorités locales dans les conflits intercommunautaires ?

Selon vous, comment la collaboration entre les communautés, les autorités locales et les FDS pourrait être améliorée ?

Concernant ce conflit, qu'attendez-vous des FDS ? Qu'attendez-vous des autorités locales ? Qu'attendez-vous des ERAR ? Qu'attendez-vous des COFO ? Concernant ce conflit, qu'attendez-vous des autres communautés ?

Communication au sein des communautés

Comment vous vous informez entre communautés en général ? Quels sont les canaux les plus utilisés? Quelles sont les radios que vous écoutez fréquemment?

Existe-t-il des discours de propagande, des discours haineux ou des stéréotypes envers votre communauté ? Quels sont ces discours ? Quels sont ceux qui sont susceptibles d'envenimer le conflit ?

Selon vous, que faut –il pour améliorer la communication et le partage de l'information afin de diminuer les tensions entre les communautés ?

Risques et Recommandations

Le projet a pour objectif de réduire les tensions entre les communautés et de renforcer la confiance et la collaboration entre les acteurs à travers une médiation d'urgence. Quelles sont selon vous les précautions à prendre pour une meilleure mise en œuvre du projet ?

Quelles dispositions l'équipe projet doit –elle prendre pour ne pas aggraver le conflit lors de la mise en œuvre des activités du projet ? Selon vous, quels aspects l'équipe projet doit-elle prendre en compte afin de garantir la bonne mise en œuvre des activités et atteindre les objectifs ?

Selon vous, que faut-il faire pour que les communautés en conflits adhèrent au projet de médiation d'urgence et s'approprient les actions de dialogue et de médiation ?

Quels sont leur capacité d'influence, leur agenda de paix ?

## Annexe 2 : Le questionnaire de l'enquête de sondage

Q1 Quels sont les stéréotypes, préjugés et rumeurs négatifs qui circulent sur les communautés dans votre localité ? ----------

Q2 : Comment qualifierez-vous le niveau actuel de propagation de ces rumeurs, stéréotypes et préjugés entre les communautés ? (*1=Aucune propagation, 2= Très Faible propagation, 3= Faible propagation , 4=Propagation moyenne, 5=Grande propagation)*

Q3 : Avez-vous remarqué récemment une baisse de la propagation des rumeurs, des stéréotypes et de préjugés menant à la violence ? (*1=Oui, 2=Non)*

Q3a : Svp, dites-nous pourquoi ?

Q4a : Avez-vous remarqué récemment une diminution des perceptions négatives entre les groupes communautaires ? *(1=Oui, 2=Non)*

Q4b : Comment qualifierez-vous le niveau actuel de diminution des perceptions négatives ? *(1=Totalement diminué, 2=Très Diminué, 3= Pas assez diminué , 4=Aucune diminution, 5=Aggravation des perceptions négatives)*

Q4ba : Svp, dites pourquoi ? *(A=Les communautés essayent de se comprendre, B=Les communautés se respectent les unes et les autres, C=il y a une volonté chez les communautés de vivre en paix, X=Autres)*

Q4bb : Svp, dites pourquoi ? *(A=Les communautés s'accusent mutuellement de la responsabilité de l'une ou l'autre, B=Les communautés se détestent gravement, C=Les communautés refusent de se fréquenter, X=Autres)*

Q5: Vous sentez-vous bien informé sur les mécanismes de réponse aux conflits affectant votre localité via les médias ? (*1=Pas du tout informé, 2=Passablement informé, 3= Bien informé, 4=Très bien informé)*

Q6 : Quels types d'informations aimeriez-vous recevoir via les médias ? (*A= Informations sécuritaires, B= Informations favorisant l'entente des communautés, C= Informations générales sur le Mali et le Monde, X=Autres)*

Q7 : Quel est l'état de votre perception sur les membres d'autres communautés ? (1=*Mauvaise perception, 2=Passable perception, 3=Meilleure perception*)

Q7a : Svp, dites pourquoi ? ……

Q8 : Quel est l'état actuel de collaboration de votre communauté avec les FDS et les autorités ? *(1=Pas de collaboration, 2=Faible Collaboration, 3= Forte collaboration, 4=Très forte collaboration)*

Q8a : Svp, dites-nous pourquoi ? *(A=Je signale tout acte suspect aux FDS/autorités, B=J'apporte mon soutien aux FDS/autorités pour la sécurité de ma localité, X=Autres)*

Q8b : Svp, dites-nous pourquoi ? *(A=J'évite d'être lié aux FDS/autorités, B=J'ai peur pour ma sécurité, X=Autres modalités)*

Q9 : Pensez-vous qu'il a eu amélioration de cette collaboration entre votre communauté, les FDS et les autorités ces 3 derniers mois? *(1=Oui, 2=Non)*

Q9a : Expliquez ……

Q10 : Comment qualifiez-vous le niveau actuel d'interaction entre votre communauté et les autres communautés, les FDS et les autorités ? *(1=Pas d'interaction, 2=Faible niveau interaction, 3= Bon niveau d'interaction, 4=Très bon niveau d'interaction)*

Q11 : Pensez-vous qu'il a eu amélioration de cette interaction entre votre communauté, les autres communautés, les FDS et les autorités ? *(1=Oui, 2=Non)*

Q11a : A quelle occasion votre communauté, les autres communautés, les FDS et les autorités interagissent? *(A=Evènements publics, B= Cérémonies, C= Personnes à personnes , D= Cadres de dialogues, E= Sessions de dialogues communautaires, F= Sessions de rapprochement inter-communes, G= Activités de solidarité, H= Forum, X=Autres)*

Q12 : Quel est l'état des interactions positives entre vous et les membres d'autres communautés ? *(1=Aucune, 2=Faible, 3= Elevée, 4=Très Elevée)*

Q12a : Ces interactions se sont-elles accrues ou améliorées durant les 3 derniers mois ? *(1=Oui, 2=Non)*

Q12aa Svp, pouvez-nous expliquer ? ……

Q13Avez-vous récemment remarqué une amélioration de collaboration entre les différentes communautés (ethnies)? *(1=Oui, 2=Non)*

Q13a : Svp, dites-nous pourquoi ? *(A=Les communautés ne se fréquentent pas du tout, B=Les communautés se rencontrent assez régulièrement, C=Les communautés se concertent très régulièrement, X=Autres)*

Q14: Comment résolvez-vous les conflits qui naissent au sein de votre communauté et avec les membres d'autres communautés ? *(1=Ne fais rien, 2=Utilise la violence verbale ou physique, 3=Dialogue / Médiation, 4=Autres mécanismes de communication)*

Q14a : Svp, expliquez votre choix……

Q15: Collaborez-vous avec d'autres communautés pour la réalisation d'objectifs communs dans le but de renforcer la cohésion sociale ? *(1=Oui, 2=Non)*

Q15a : Si oui, comment cette collaboration se manifeste-t-elle ? Sur quelle aspects et à quelles occasions collaborez-vous ? ……

Q16 : Concernant les conflits communautaires qui sont présents dans votre commune, quels sont, selon vous, les opportunités de paix, les mécanismes existants, structures ou acteurs sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour réduire les tensions entre les communautés ?

Q17 : Quelles sont vos attentes vis-à-vis des acteurs suivants :

Q17a : Membres d'autres communautés……

Q17b : COFO……

Q17c : ERAR……

Q17d : Forces de Défenses et de Sécurité……

Q17e : Autorités locales……

Q18 : Quelles sont vos suggestions pour la réduction des tensions entre les communautés ?……